ANNEXE – STATUTS DU 15 JANVIER 2021

STATUTS de l'association **GEplurilingue**

Titre I : Dénomination et siège

Article 1

GEplurilingue est une association sans but lucratif organisée corporativement au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Elle est laïque, politiquement neutre et indépendante.

Elle est régie par les présents statuts.

Article 2

Le siège de l'association est situé dans le Canton de Genève.

Son adresse postale est déterminée par le Comité directeur (ci-dessous, le Comité).

La durée de l'association est illimitée.

Titre II : Mission

Le public scolaire genevois est de plus en plus plurilingue, notamment grâce aux nombreux enfants issus de l'immigration. Malgré une belle ouverture à la pluralité linguistique dans le Plan d'études romand, les enseignants et les acteurs éducatifs se sentent souvent démunis face au plurilinguisme et à la pluralité des parcours. L'association **GEplurilingue**, par son expertise dans de nombreuses langues de la migration actuelle, vise à apporter un soutien aux acteurs scolaires pour mieux valoriser les langues familiales, faciliter l'intercompréhension entre les familles et l'école et contribuer à la construction chez les élèves d'une identité plurielle épanouie.

Article 3

L'association s'efforce de promouvoir l'intégration de la pluralité des parcours entre autres linguistiques dans l'enseignement pour favoriser la cohésion sociale, la réussite scolaire et l'inclusion de tous les élèves.

Elle poursuit les objectifs suivants:

- Créer et développer des supports pédagogiques favorisant la prise en compte et la valorisation de la pluralité linguistique dans l'enseignement.
- Proposer aux classes de l'enseignement primaire des animations dans le domaine de l'éveil aux langues (Plan d'études romand, objectifs L17 et L27) qui prennent appui sur l'expertise linguistique des intervenant-e-s.
- Renforcer les liens entre l'école et les familles issues de la migration par des actions de médiation.
- Assister, accompagner et proposer une aide à la primo-intégration des élèves et de leur famille dans un nouvel environnement scolaire.

- Collaborer avec les organes compétents du département de l'instruction publique (DIP), dans le cadre de la politique éducative cantonale.
- Contribuer à l'intégration et à la valorisation des élèves au sein du système scolaire genevois et de la société suisse, dans le cadre des PIC et de l' AIS.

Titre III : Membres

Article 4

Toute association intéressée par les activités de l'association et en accord avec ses buts, peut présenter une demande d'adhésion.

Un fonctionnaire de la DGEO et un fonctionnaire du BIE sont membres de droit avec une voix consultative.

Le personnel salarié employé par l'association peut en être membre avec voix consultative.

Les demandes d'admission, stipulant l'attachement aux buts de l'association et l'adhésion aux statuts doivent être présentées par écrit au Comité.

Sur proposition de la présidence ou de membres, le Comité peut s'adjoindre les compétences de « membres associés » pour contribuer à assurer la réalisation des buts de l'association.

Le personnel employé par l'association ainsi que les « membres associés » peuvent être conviés à prendre part aux séances de Comité ou d'Assemblée générale; ils siègent alors avec un rôle consultatif.

Article 5

La qualité de membre se perd par la démission ou l'exclusion.

Chaque membre peut démissionner en tout temps en faisant part de sa décision au Comité.

Les membres du Comité ont un préavis de deux mois pour présenter leur démission à la présidence. L'Assemblée générale en prend acte; les cas de force majeure sont réservés.

Tout membre qui par son attitude ou ses actes discrédite l'association, manque à son devoir de discrétion, compromet les buts de l'association, outrepassé ses pouvoirs peut être exclu par décision du Comité.

Tout membre exclu a un droit de recours auprès de l'Assemblée générale qui statue définitivement à la majorité simple.

Article 6

Les membres ne sont pas tenus personnellement sur leurs biens des engagements de l'association.

Titre IV : Organes internes

Article 7

Les organes de l'association sont :

- l'Assemblée générale,
- le Comité,
- l'organe de contrôle des comptes.

Article 8

L'**Assemblée générale** est l'instance suprême de l'association. Elle est composée de tous les membres.

Elle se réunit une fois par année civile en session ordinaire. Elle peut, en outre, se réunir en session extraordinaire chaque fois que nécessaire à la demande du comité ou de 1/5^{ème} de ses membres.

Pour statuer valablement, les membres de l'association doivent être convoqués personnellement, par convocation du Comité portant l'ordre du jour, quinze jours avant la date de l'Assemblée générale.

Les propositions individuelles doivent parvenir au Comité au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée générale. Un objet non prévu à l'ordre du jour peut faire l'objet d'une délibération si la majorité des membres présents donne son accord.

Elle est présidée par le/la/les Président.e.s de l'association ou par un membre du Comité.

Lors de chaque Assemblée générale, il est tenu un procès-verbal signé par le/la Président.e de séance et le/la secrétaire de séance; le procès-verbal est approuvé lors de l'Assemblée générale suivante.

Article 9

Chaque membre dispose d'une voix délibérative. En cas d'égalité des voix, celle du/ de la Président-e de séance est déterminante. L'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité simple. Sauf avis contraire exprimé par un des membres présents, les élections et votations ont lieu à main levée.

Tout membre personnellement concerné par une décision est privé de son droit de vote.

Le personnel de l'association, le BIE, la DGEO ainsi que les membres associés participent à l'Assemblée générale avec un rôle consultatif.

Article 10

Les compétences de l'Assemblée générale sont les suivantes :

- Approuver le procès-verbal de la précédente Assemblée générale.
- Approuver les comptes annuels et le rapport d'activité du comité.
- Donner décharge au Comité sortant.
- Elire les membres du Comité ainsi que le/la/les Président-e.s pour un mandat d'une année, renouvelable.
- Désigner l'organe de contrôle des comptes.
- Se prononcer sur les propositions qui lui sont faites, qu'elles émanent du Comité ou des membres de l'association.
- Décider de toute modification de statuts.
- Décider de l'éventuelle dissolution de l'association et nommer les liquidateurs.

Article 11

Le Comité directeur (le Comité) est l'organe exécutif de l'association, il est composé au minimum de 5 membres.

Il définit son mode de fonctionnement et répartit entre ses membres les tâches qui lui incombent. Il nomme au minimum un/e trésorier-ère.

Il se réunit aussi souvent que nécessaire mais au moins trois fois par année, sur convocation

du/de la Président-e ou de deux de ses membres. Les décisions du Comité sont résumées dans un procès-verbal signé par le/la Président-e.

Les membres du Comité agissent bénévolement et ne peuvent prétendre qu'au remboursement de leurs frais effectifs et de leurs frais de déplacement.

Les employés rémunérés de l'association peuvent siéger au comité, sur invitation du/de la Président-e, avec un rôle consultatif.

Article 12

Le Comité est chargé :

- de prendre les mesures utiles pour atteindre les objectifs inscrits dans l'article 3 et coordonner les activités de l'association,
- de convoquer les assemblées générales ordinaires et extraordinaires qui peuvent avoir lieu en présentiel ou en non-présentiel,
- de prendre les décisions relatives à l'admission et à la démission des membres, ainsi qu'à leur exclusion éventuelle,
- de veiller à l'application des statuts, de rédiger les règlements et de gérer les ressources humaines, financières et matérielles de l'association,
- d'assurer les relations avec l'Etat de Genève, les municipalités, les associations et des organismes privés,
- d'élaborer les rapports annuels d'activités et de gestion à l'intention de l'Assemblée générale.

Le Comité est autorisé à faire tous les actes qui se rapportent aux objectifs de l'association. Il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires courantes.

L'association est valablement engagée par la signature collective de deux membres du Comité, dont celle du/de la Président-e ou du/de la trésorier-ère en exercice.

Article 13

L'organe de révision des comptes est élu chaque année par l'Assemblée générale.

Le contrôle est effectué conformément aux normes de gestion suisse et en application de la réglementation cantonale en matière de contrôles financiers.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Titre V : Ressources financières

Article 14

Les ressources financières de l'association proviennent :

- a) de dons et legs,
- b) de subventions publiques et privées,
- c) du produit des activités et manifestations organisées par l'association.

Les ressources de l'association servent intégralement et exclusivement à la poursuite de ses objectifs. En particulier, les recettes réalisées dans le cadre d'éventuelles animations et manifestations de soutien seront automatiquement réinvesties, afin de promouvoir les objectifs de l'association.

La responsabilité de l'association est limitée à l'actif social.

Dispositions diverses

Article 15

Les propositions de modifications de statuts doivent figurer *in extenso* en annexe à la convocation à l'Assemblée générale qui doit se prononcer à ce sujet. Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des membres présents.

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par des membres inscrits et seulement lors d'une Assemblée générale convoquée spécialement à cet effet et rassemblant au moins la moitié (50%) des membres.

En cas de dissolution de l'association, l'actif disponible sera entièrement attribué à une institution poursuivant un but d'intérêt public analogue et bénéficiant de l'exonération de l'impôt. En aucun cas les biens pourront retourner aux fondateurs physiques ou aux membres ou être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée générale.

Article 16

Le for juridique est à Genève.

Article 17

Les présents statuts ont été adoptés par l'Assemblée générale constitutive tenue à Genève en date du 19 janvier 2021

Signatures des membres présents :

(PAGES DE SIGNATURE SUR LES PAGES SUIVANTES)